



Corée du Nord : un pays suicidé

François Jean

Interview publiée dans *La Vie*, 8 octobre 1998

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Corée du Nord : un pays suicidé

Interview de François Jean, directeur de recherche à la Fondation Médecins Sans Frontières, suite au retrait de Médecins Sans Frontières de Corée du Nord en septembre 1998.

La semaine dernière, Médecins Sans Frontières a quitté la Corée du Nord, pays totalitaire où sévit une « famine politique ». L'organisation a d'abord travaillé là-bas pendant six mois, en 1995. A l'époque elle était la première et la seule ONG étrangère à disposer d'équipes en permanence sur ce territoire. Il y eut une interruption, en raison de la difficulté à accéder aux populations. En juillet 1997, MSF a pu retourner sur place, ainsi que six ou sept autres ONG européennes. Jusqu'à ces dernières semaines, Médecins Sans Frontières a maintenu une présence dans la capitale et dans quatre provinces, donc treize personnes au total. Son programme de distribution de médicaments et de matériel médical représentait dix millions de dollars sur une année : un volume très important.

Pour quelles raisons vous retirez-vous du pays aujourd'hui ?

Disons que nous avons été poussés et contraints au départ. Le renouvellement de notre programme était soumis à des négociations qui ont débouché sur une impasse. En tant qu'acteur humanitaire, MSF demandait l'accès aux populations — car nos équipes sur place n'étaient libres ni de leurs mouvements ni de leurs contacts. Les visites aux hôpitaux et aux dispensaires donnaient lieu à des mises en scène bien réglées... Dans un pays où tout est considéré comme secret d'Etat, il était même difficile de jeter un coup d'œil sur les registres des patients ! Nous souhaitions donc évaluer nous-mêmes la situation nutritionnelle, pour adapter notre programme aux besoins des gens. Enfin, MSF a exigé de pouvoir contrôler la distribution de son assistance, afin de s'assurer qu'elle bénéficie effectivement aux plus vulnérables. Le gouvernement nord-coréen a fait la sourde oreille.

En revanche, il nous a demandé de fournir une aide à la relance de l'industrie pharmaceutique nationale, sous forme de matières premières. Or le souci de notre organisation humanitaire n'est pas de soutenir le régime en place, ni tel ou tel secteur de l'économie, mais de pouvoir aider les populations en danger.

Quelles preuves avez-vous de la manipulation de l'aide humanitaire en Corée du Nord ?

Depuis l'expérience du Cambodge à la fin des années 70, nous savons que la meilleure manière de se faire une idée sur la situation réelle de ces pays opaques et isolés du monde consiste à rencontrer ceux qui les ont fuis. Lors de deux enquêtes menées en Chine, près de la frontière nord-coréenne, en avril puis en juillet dernier, MSF a pu recueillir des témoignages éloquentes auprès des réfugiés. Certes ceux-ci ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population nord-coréenne : ils proviennent des différentes catégories de laissés-pour-compte. Ces migrants disent tous ne plus bénéficier des distributions depuis plusieurs années. Ils se sont retrouvés livrés à eux-mêmes dans un pays où en règle générale, il n'existe pas de marchés ni de système de prix: toutes les ressources — et a fortiori l'aide internationale — sont allouées par un système centralisé qui fournit aux uns et aux autres la nourriture, les vêtements, etc. Et les distributions sont effectuées en

fonction de critères qui renvoient essentiellement à la loyauté politique et à l'utilité économique et sociale des gens. Les témoignages reflétaient la réalité d'une famine certes très spécifique, différente de tout ce qu'on a pu connaître ailleurs mais une famine quand même : une situation dramatique où des centaines de milliers de gens sont déjà morts de faim ou de maladies relatives à leur affaiblissement.

En quoi cette famine est-elle tout à fait particulière ?

Elle n'est pas liée à une situation de conflit — comme au Soudan — même si l'économie nord-coréenne est très militarisée, avec une armée qui engloutit 25% du PNB. Cette famine n'est pas non plus la résultante directe d'une entreprise forcenée de transformation sociale — telle la collectivisation dans l'Ukraine de 1932 ou l'industrialisation dans la Chine du « Grand Bond en avant », en 1959. C'est une famine structurelle qui intervient dans un régime stable et consolidé, dans une société majoritairement urbaine et industrielle, même si l'industrie est en plein effondrement. Les gens qui souffrent le plus sont précisément les habitants des villes qui travaillent pour des entreprises en décrépitude, ni liées à l'armée ni susceptibles de rapporter des devises. La population de la capitale — qui regroupe membres du parti et cadres du régime — fait exception.

Une polémique vous oppose aux agences de l'ONU — le Programme alimentaire mondial et l'Unicef — qui déclarent ne pas rencontrer de problème dans la distribution de leur aide. Pourquoi ?

Les Nations unies se sont effectivement battues pour améliorer leur accès géographique à un plus grand nombre de régions. Mais leurs agences peuvent-elles assurer une réelle supervision de la distribution jusqu'aux familles dans le besoin ? Permettez-moi d'en douter très fort ! Derrière ces agences se profilent les pays donateurs, Etats-Unis en tête. L'aide est aussi l'un des instruments d'une politique plus large « d'engagement constructif », visant à éviter un effondrement du régime qui poserait alors des problèmes économiques et stratégiques. Ces préoccupations ne sont pas celles des acteurs humanitaires comme MSF. Notre seul objectif est d'apporter l'aide aux plus démunis. Pour élargir notre marge de manœuvre, nous sommes amenés à user de compromis avec les pouvoirs politiques. Mais nous refusons les compromissions... En Corée du Nord, il est clair, aujourd'hui, qu'il n'existe pas d'espace humanitaire.

Propos recueillis par Marie Chaud

Interview de François Jean publiée dans *La Vie*, 8 octobre 1998